MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 2 au 6 novembre 2026

Faits saillants

- **Les marchés actions au Japon et en Corée dévissent fortement dans le sillage de la victoire démocrate aux Etats-Unis et du repli des valeurs technologiques américaines**
- **Le Japon crée une nouvelle Agence nationale de gestion des catastrophes naturelles sous l'autorité de la Première ministre**
- **Malgré une décélération en octobre, le taux d'inflation sud-coréen reste supérieur à l'objectif des +2 % de la BOK**

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 06/11	*Var. vs. 30/10*
USD/JPY	157,8	+0,3 %
USD/KRW	1 356	+1,6%
Nikkei 225	57 435 pts	-9,3 %
KOSPI	5 060 pts	-11,7 %
JGB 10 ans	2,646 %	-12,4 pb
KTB 10 ans	3,845 %	-16,9 pb

Région

Marché boursier | Les marchés actions japonais et sud-coréens ont subi une nette correction cette semaine dans le sillage de la forte contraction des valeurs technologiques américaines après les élections de mi-mandat. Les investisseurs anticipent en effet un possible durcissement de la régulation américaine du secteur de l'IA après la victoire démocrate, perçue par les marchés comme un risque de ralentissement des investissements dans les centres de données avec en parallèle une réduction de la demande mondiale de semi-conducteurs. L'indice *Nikkei 225* a reculé de -9,3 % cette semaine, dont -6,0 % ce jour (6 novembre), avec une clôture à 57 435 points, retrouvant son seuil d'avril, s'inscrivant à 26 % sous son pic du 25 juin (72 366 points). En Corée du Sud, le *KOSPI* a chuté de -11,7 % sur la semaine, le repli par rapport au pic du 22 juin étant de -44 %, repassant sous le seuil symbolique des 5 000 points, une première depuis 9 mois. La chute des valeurs phares de l'indice, *Samsung Electronics* et *SK Hynix* (respectivement -6,3 % et -13,4 % ce jour, alors que les deux titres représentent 50 % de la capitalisation du *KOSPI*), a entraîné un recul intra-journalier de l'indice de -6,0 %, provoquant la suspension des échanges durant 20 minutes à l'ouverture. Les autorités sud-coréennes ont mis en garde contre une réaction excessive du marché domestique au regard des fondamentaux économiques. Au Japon, la Première ministre a indiqué que le gouvernement suivait de près la volatilité du marché boursier. En parallèle, elle a affirmé cibler des « mesures

visant à créer une économie solide », et annoncé la mobilisation des recettes issues de l'accélération des cessions d'ETF de la Banque du Japon – dont le rythme annuel doit passer de 330 à 860 Mds JPY (soit 5,4 Mds USD) à compter de janvier 2027 – pour contribuer au financement du plan de croissance du Japon qui devrait totaliser 370 000 Mds JPY (2 340 Mds USD) d'investissements publics-privés à l'horizon 2040.

Japon

Macroéconomie

PMI des services et manufacturier | L'activité économique a poursuivi son expansion en octobre, à un rythme néanmoins moins soutenu, selon les enquêtes *S&P Global*. L'indice PMI composite a reculé à 52,1, après 52,3 en septembre, marquant sa plus faible expansion depuis mai. Dans les services, le PMI a légèrement progressé, à 51,7 (51,3 précédemment), en expansion depuis 5 mois, soutenu par la demande intérieure et la hausse des nouvelles commandes. La demande extérieure est toutefois restée faible, tandis que la confiance des entreprises s'est établie à son plus bas niveau depuis mars, sur fond de préoccupations liées aux tensions inflationnistes et aux pénuries de main-d'œuvre. Dans le secteur manufacturier, l'indice a davantage reculé, à 53,3 après 54,1 en septembre, soit son niveau le plus faible depuis 7 mois. La production et les nouvelles commandes ont continué de progresser, en lien avec la demande liée aux semi-conducteurs et à l'IA, mais à un rythme ralenti. Les pressions sur les coûts des intrants se sont renforcées dans l'industrie, tandis qu'elles marquaient le pas dans les services (avec un point bas depuis 8 mois). Si elles se confirment, ces évolutions contrastées pourraient compliquer les arbitrages de la Banque du Japon (BoJ), partagée entre la poursuite de la normalisation monétaire et la préservation de la dynamique de croissance. Les marchés anticipent une hausse du taux directeur de 25 pb lors de la prochaine réunion du *Policy Board* des 17 et 18 décembre, une hypothèse confortée par la hausse des salaires réels (+2,2 % en septembre en glissement annuel) pour le 9ème mois consécutif.

Secteur financier

Marché obligataire | Les émissions d'obligations libellées en yens par des entités étrangères au Japon et à l'étranger ont atteint un montant record de 2 500 Mds JPY (15,8 Mds USD) au 1er semestre de l'exercice fiscal 2026 (avril-septembre), en hausse de 160 % sur un an selon *Daiwa Securities*. Cette progression – supérieure de 20 % au précédent record datant du 2ème semestre de l'année fiscale 2018 – s'inscrit dans un contexte de forte hausse des besoins de financement des *hyperscalers* pour leurs investissements dans l'IA, incitant à une diversification des sources de financement et de la base d'investisseurs. *Alphabet* (société mère de *Google*) avait ainsi réalisé en mai sa première émission obligataire en yens, pour un montant de 576,5 Mds JPY (3,6 Mds USD), un record pour un groupe étranger. D'autres émetteurs internationaux, comme les établissements suisses *Zurich Insurance* et *UBS*, ont aussi sollicité le marché japonais, de même que le constructeur *Renault*, qui a levé 159 Mds JPY (1 Md USD) en mai. La Banque asiatique de développement (ADB) a également émis 20 Mds JPY (130 Mi USD) d'obligations en août, sa première émission en yens depuis 2007. Du côté de la demande, la remontée des taux japonais renforce l'attrait des obligations d'entreprises offrant une prime de rendement par rapport aux obligations souveraines nippones (JGB). Cette concurrence accrue entre émetteurs étrangers et domestiques pourrait toutefois peser (i) sur les conditions de financement des entreprises japonaises, alors que les émissions obligataires domestiques de ces dernières restent limitées (environ 12 000 Mds JPY ou 75,9 Mds USD sur les neuf premiers mois de 2026), et (ii) sur le cours du yen, les fonds levés en yens étant largement employés pour des

investissements en dollars US. En parallèle, les entreprises japonaises ont émis un record de 110 Mds USD d'obligations libellés en devises étrangères au 1er semestre 2026.

Cybersécurité | Treize banques régionales japonaises des régions de Kyushu, Yamaguchi et Okinawa vont lancer ce mois une initiative commune pour lutter contre les cybermenaces. S'appuyant sur l'alliance bancaire régionale *Kyushu-Okinawa Banking Alliance Semiconductor Solutions* (Q-BASS), les établissements envisagent de mutualiser les achats de solutions de sécurité, mieux partager les informations sur les menaces, réaliser des évaluations communes des risques et, à terme, parvenir à former des spécialistes de la cybersécurité. Cette coopération vise à pallier le manque en ressources humaines et financières des banques régionales face à la sophistication croissante des cyberattaques, en lien avec les progrès de l'IA. D'autres regroupements de banques régionales ont initié des projets similaires, comme la *Tsubasa Alliance* (réseau de 10 banques régionales, créé en 2015) qui indique tenir des groupes de travail semestriels pour échanger sur les défis communs liés aux cybermenaces, et organiser chaque année des exercices conjoints de simulation d'intrusion. Face à l'intensification des menaces, la *Financial Services Agency* (FSA) et la BoJ avaient appelé conjointement, en mai, les institutions financières à renforcer d'urgence leurs dispositifs de défense.

Secteurs non financiers

Solaire pérovskite | Dans le cadre du programme de soutien au développement de chaînes de valeur énergétiques domestiques du plan GX (*Green Transformation*), les projets d'usines de fabrication de panneaux solaires pérovskites des sociétés *Ricoh* et *Choshu Industry* vont bénéficier d'une première enveloppe de subventions de 13,6 Mds JPY (74 Mi EUR), qui pourrait être abondé annuellement d'ici à la mise en service attendue des sites en 2030. Depuis leur découverte au Japon il y a 17 ans, les technologies pérovskites nourrissent les ambitions nippones de compétitivité et de souveraineté de la filière photovoltaïque, sans pour autant parvenir à passer le stade de production industrielle. Les technologies pérovskites présentent des espérances de rendement énergétique plus élevé que la filière conventionnelle et des caractéristiques techniques plus adaptées aux contraintes foncières de l'Archipel. Si *Ricoh* ambitionne d'atteindre au-delà de 2030 une capacité de production de l'ordre du GW, les technologies pérovskites restent à ce stade à un seuil expérimental au Japon. Le premier site de production ne devrait ainsi entrer en service qu'en avril 2027 avec une capacité 10 fois inférieure à cet objectif. En outre, la montée en charge de la production japonaise de panneaux pérovskites au-delà du seul marché domestique, dont le potentiel de déploiement supplémentaires d'énergies renouvelables est de plus en plus contraint, reposera aussi sur la capacité du pays à constituer une filière à l'export dans un contexte mondial incertain où les chaines de valeurs chinoises de solaire photovoltaïques conventionnelles continuent de dominer très largement le marché.

Infrastructures | La nouvelle Agence nationale de gestion des catastrophes naturelles a été officiellement créée le 2 novembre. Placée sous l'autorité de la Première ministre S. Takaichi, la présidence de l'agence sera assurée par Goshi Hosono, ancien ministre de l'environnement en 2011 et 2012 et parlementaire de la majorité, qui assumera aussi les fonctions de ministre d'état chargé de la Gestion des Catastrophes et de la Reconstruction. Outre ses missions de coordination des efforts de reconstruction et de relance économique des zones sinistrées, son rôle à la tête de cette nouvelle agence sera de centraliser et coordonner l'action du gouvernement en matière de prévention et gestion des catastrophes naturelles. Principalement basée à Tokyo, l'agence s'appuiera sur des bureaux régionaux, chargés de formuler des recommandations aux collectivités territoriales. Leur implantation géographique sera définie à l'été 2027, en vue d'une entrée en activité en juillet 2028. La nouvelle structure comptera 350 agents, soit 1,6 fois les effectifs jusqu'alors consacrés à la gestion des

catastrophes naturelles au sein du *Cabinet Office*. Cette annonce traduit le renforcement des moyens institutionnels consacrés à la prévention et à la gestion des risques naturels. Fin juillet, l'Archipel avait été frappé par un séisme de magnitude 7,1 à Kumamoto ; en août, les inondations dans la préfecture de Chiba avaient causé la mort de 13 personnes et la destruction de plus de 7 000 bâtiments.

Composants électroniques | *Murata*, leader japonais des condensateurs céramiques multicouches (MLCC) qui détient 40 % du marché mondial (jusqu'à 50 % pour les composants dédiés aux serveurs pour l'intelligence artificielle), a annoncé en fin de semaine dernière un plan d'investissement de 1000 Mds JPY (5,6 Mds EUR) pour répondre à la croissance de la demande mondiale en MLCC, portée par le super cycle de l'IA. Le plan sera doté de 200 Mds JPY par an pendant cinq ans (2026-2030). Il prévoit la construction de trois nouveaux sites de production dans les préfectures d'Okayama et de Shimane, ainsi qu'un renforcement des capacités en Asie, notamment en Chine, en Thaïlande et aux Philippines, afin de diversifier géographiquement la production et de sécuriser ses approvisionnements. Avec un taux d'utilisation de ses usines à 95 % et un ratio *book-to-bill* de 1,28 en septembre 2026, *Murata* est confronté à une demande très forte. Le groupe ambitionne de doubler ses ventes de MLCC d'ici mars 2031, par rapport aux 900 Mds JPY (5 Mds EUR) enregistrés en 2025. Un serveur d'IA intègre 10 fois plus de MLCC qu'un *smartphone*, illustrant la nécessité d'une production à grande échelle. Au-delà de 2030, le groupe table sur une hausse de la demande en composants MLCC pour la robotique, l'automobile autonome et les équipements en périphérie de réseau.

Semiconducteurs | L'équipementier automobile japonais *Aisin* a indiqué avoir développé une puce utilisant une technologie magnétique, réduisant de 98 % la consommation d'énergie nécessaire, comparé aux puces similaires disponibles actuellement sur le marché. Cette puce, dite à mémoire vive magnétorésistive (MRAM), développée en partenariat avec l'Université de Tohoku, permettrait de traiter de grandes quantités de données plus efficacement. Bien qu'aucun agenda de commercialisation n'ait été communiqué, *Aisin* compte explorer les possibilités d'utilisation de cette puce pour les systèmes de reconnaissance d'images. La MRAM (dire mémoire non volatile) permet de conserver les données stockées en local, même quand l'alimentation électrique est coupée, et assure entre autres des vitesses de lecture et d'écriture plus élevées. La technologie MRAM permet de traiter de plus grands volumes de données, en les stockant sur l'appareil au lieu du *cloud*, ce que les puces conventionnelles DRAM ne font pas. Les puces dédiées à l'IA sont, entre autres, utilisées dans le secteur de l'automobile, par exemple pour la reconnaissance d'images lors de l'assistance à la conduite. La hausse de la demande mondiale en IA de pointe accentue les tensions sur les approvisionnements, poussant les entreprises qui le peuvent à investir pour développer des alternatives localement.

Robotique | L'organe du Ministère du Commerce chinois en charge du contrôle des investissements étrangers en Chine a bloqué le rachat par l'entreprise japonaise *Softbank* de la division robotique présente en Chine de l'entreprise *ABB*, multinationale suisse-suédoise. Cette opération, d'un montant de 5,37 Mds USD, avait été approuvée par les deux entreprises en octobre 2025, en attendant une décision des autorités chinoises. L'entreprise ABB réalise 90 % de son activité robotique en Chine (le plus grand marché robotique au monde), où elle avait ouvert une méga-usine en 2022, à Shanghai. L'acquisition de la division robotique de *ABB* faisait partie intégrante de la stratégie sur l'IA physique de *Softbank*. Le Ministère du Commerce chinois avait déjà bloqué l'acquisition de la start-up chinoise d'IA *Manus* par l'entreprise américaine *Meta* cette année, évoquant des raisons de sécurité nationale. Ce deuxième blocage d'un investissement étranger en Chine s'inscrit dans la compétition entre la Chine et les Etats-Unis en matière d'IA, notamment entre *Deepseek* et *OpenAI*, dont *Softbank* est un investisseur important.

Corée du Sud

Macroéconomie

Inflation | L'inflation coréenne a légèrement décéléré en octobre, à +2,8 % en glissement annuel, après +2,9 % en septembre et +3,1 % en août. Ce ralentissement intervient malgré la persistance des prix élevés de l'énergie (+15 % sur un an pour les produits pétroliers) et des biens industriels (+4,4 %) dont les téléphones (+10,8 %) et les ordinateurs (+26,2 %). Le recul des prix des produits agricoles a contribué à contenir la hausse des prix, alors que le plafonnement des prix des carburants aurait contribué à réduire de -0,8 point les prix à la consommation, selon le ministère des Finances. Si la Corée présente un taux d'inflation stable dans un contexte international sujet aux pressions des coûts énergétiques et à la hausse des prix, son indice reste toutefois supérieur à l'objectif de +2 % fixé par la Banque de Corée (BoK). La BoK envisagerait dans ce contexte de rehausser son taux directeur lors de la prochaine réunion du comité de politique monétaire le 26 novembre.

Secteurs non financiers

Coopération industrielle France-Corée | La 9e édition du Forum franco-coréen des industries innovantes s'est tenue à Séoul le 4 novembre, réunissant près de 200 participants (entreprises, institutionnels et autorités). Les thèmes de cette année portaient sur la transformation industrielle par l'IA et la *Deeptech*. L'événement, organisé depuis 2014 dans un objectif de renforcement des coopérations industrielles, a réuni des industriels engagés sur les technologies les plus avancées, dont *Naver Cloud* et *Hankook & Company* coté coréen, et *Mistral AI* et *Thalès* côté français. Entre 2014 et 2025, la France et la Corée ont financé conjointement 24 projets pour un montant de 53,1 Mds KRW (35 M EUR).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr